

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/W/7

27 juin 1995

(95-1741)

Comité du commerce et du développement
Deuxième session
28 juin 1995

COOPERATION TECHNIQUE DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE; RELATIONS AVEC LES AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Note du Secrétariat

1. Introduction

Avec l'issue positive des négociations du Cycle d'Uruguay, les demandes d'assistance technique présentées à l'OMC par les pays en développement ont été de plus en plus centrées sur la mise en oeuvre des Accords du Cycle d'Uruguay. Les Accords, toutefois, se réfèrent à l'assistance technique devant être fournie non seulement par le Secrétariat, mais aussi par les Membres et par les organisations internationales avec lesquels le GATT/OMC a déjà souvent coopéré. Les relations entre les organisations devraient être renforcées grâce à l'élargissement et à l'approfondissement du champ d'application des Accords de l'OMC.

Si certaines institutions spécialisées ou organisations internationales ont des mandats très spécifiques dans leur domaine de compétence, d'autres s'occupent de questions très diverses comprenant le commerce, la politique macroéconomique et les questions monétaires, fiscales et financières. Il semblerait judicieux d'examiner comment obtenir des synergies pour mettre en oeuvre les activités d'assistance technique destinées aux pays en développement, en permettant à ceux-ci de tirer le meilleur parti des compétences techniques disponibles.

Cette note rappellera brièvement les principales caractéristiques de l'assistance technique fournie par le Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce et présentera les activités d'assistance technique des autres organisations internationales qui ont un rapport avec les activités de l'OMC. Lorsque l'information n'était pas directement disponible, des renseignements communiqués au Secrétariat par les organisations internationales ont été utilisés.

2. Principales caractéristiques des activités de coopération technique de l'OMC

Les activités de coopération technique de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont été décrites dans un document distribué au Comité du commerce et du développement en novembre 1994 [COM.TD/W/511] et dans une note informelle préparée à l'intention du Comité en avril 1995. Les principaux éléments en sont rappelés dans les paragraphes ci-après.

Les programmes de coopération technique ont été conçus pour aider les gouvernements, en particulier ceux des pays en développement et des pays les moins avancés, à s'insérer plus facilement dans le système commercial multilatéral et assurer leur participation effective aux opérations de ce système. En général, l'assistance fournie pour développer la participation aux activités de l'OMC consiste en réunions d'information et consultations sur les principales dispositions des Accords du Cycle

d'Uruguay à l'intention des délégations basées à Genève et des fonctionnaires de passage originaires de pays en développement; télécommunications avec les capitales et missions dans les capitales; stages sur le règlement des différends; notes documentaires pour aider les pays en développement à s'acquitter de leurs obligations sur le plan interne - par exemple, pour faciliter leur processus de ratification interne; et assistance aux pays en développement pour préparer l'examen de leur politique commerciale par le Conseil général.

Les activités d'assistance technique de l'OMC peuvent être regroupées en quatre grandes catégories: i) communication aux pays en développement de données spécialisées et d'informations en matière commerciale; ii) organisation de missions techniques et de séminaires sur la politique commerciale (au niveau national/régional); iii) organisation de stages de politique commerciale; et iv) coopération avec les autres organisations internationales dans le cadre d'activités d'assistance technique en faveur des pays en développement.

Les activités visant à communiquer aux pays en développement des données et des informations en matière commerciale comprennent les éléments suivants: i) communication de données tarifaires et commerciales en rapport avec les intérêts à l'exportation; ii) aide aux pays en développement pour préparer leurs listes de concessions et d'engagements arrêtés dans le domaine des marchandises et des services durant les négociations, y compris les négociations tarifaires dans le cadre de l'Accord général et les négociations dans le contexte des accessions; iii) communication de données, informations et documents de référence adaptés aux besoins des pays les moins avancés; iv) informations commerciales, tarifaires et autres en rapport avec la participation aux travaux des organes de l'OMC ou aux négociations bilatérales et v) évaluation de l'incidence sur le commerce des services des pays en développement des engagements spécifiques pris dans le domaine des services par les pays développés.

Les séminaires sur la politique commerciale sont centrés sur les problèmes de politique commerciale relevant de la compétence de l'OMC et doivent permettre, dans la mesure du possible, d'explicitier les dispositions de l'Accord général et des Accords du Cycle d'Uruguay afin d'aider les gouvernements à déterminer leur position compte tenu de leurs droits et obligations au regard de l'OMC. Certaines questions spécifiques telles que les résultats en matière d'accès au marché, les mesures antidumping et mesures compensatoires, le règlement des différends et les questions institutionnelles, les services, la protection de la propriété intellectuelle, les obligations en matière de notification et l'adaptation ou l'adoption de législations nationales conformément à l'Acte final sont traitées dans les séminaires.

Il existe deux types de programmes pour les séminaires en fonction des intérêts et des besoins des pays bénéficiaires: les premiers portent sur tous les domaines inclus dans les règles du GATT et les Accords du Cycle d'Uruguay; les seconds consistent à analyser dans le détail certains sujets spécifiques seulement. Une tendance se dessine à l'heure actuelle en faveur d'un type de programmes qui combine les deux approches.

Depuis que le GATT a institué ses stages de politique commerciale en 1955, des stages réguliers à l'intention des pays en développement, financés à l'aide du budget ordinaire, ont été organisés en anglais, en espagnol et en français. Des stages spéciaux sont également organisés à l'intention de fonctionnaires d'Europe centrale et orientale et d'Asie centrale, de la Fédération de Russie, de l'Ukraine et du Bélarus. Ces stages sont financés en grande partie par certains pays membres donateurs. Les stages ont pour objet d'aider les participants à mieux comprendre les questions de politique commerciale, les travaux de l'OMC, les problèmes essentiels posés en rapport avec le commerce international et les questions traitées dans le Cycle d'Uruguay. Peuvent participer aux stages de l'OMC les fonctionnaires de pays en développement, y compris ceux qui ne sont pas Membres de l'OMC, et de pays en transition chargés de l'élaboration et de la mise en oeuvre des politiques de commerce extérieur.

En ce qui concerne les stages de politique commerciale organisés par le Secrétariat, plusieurs organisations internationales, notamment le FMI, la Banque mondiale, la CNUCED et le CCI, y apportent depuis plusieurs dizaines d'années une contribution importante en donnant des conférences. Plus récemment, l'OMPI a été invitée également à donner des conférences. Des fonctionnaires de diverses organisations internationales de produits ont aussi contribué occasionnellement aux stages.

Le Secrétariat de l'OMC, dans le cadre de sa collaboration avec les autres organisations internationales, offre les services de ses fonctionnaires pour les séminaires, ateliers ou stages parrainés par ces organisations, notamment le Centre du commerce international, la CNUCED, le FMI, la Banque mondiale et les commissions économiques régionales de l'Organisation des Nations Unies. En outre, l'OMC a organisé des séminaires régionaux sur l'Accord SPS auxquels ont accepté de participer les Secrétariats de la Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius, de la Convention internationale de la FAO pour la protection des végétaux et de l'Office international des épizooties (OIE), aussi nommé en anglais World Animal Health Organization. Dans ce contexte et sur demande expresse, l'OMC coordonne la participation de ses fonctionnaires aux séminaires, ateliers ou stages organisés, à l'intention des pays en développement et des pays en transition, sur les questions relatives aux Accords du Cycle d'Uruguay, la mise en oeuvre de ces accords et d'autres questions de politique commerciale.

3. Activités de coopération technique des autres organisations internationales

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Des informations détaillées sur l'assistance technique fournie par la FAO aux pays en développement dans le contexte du Cycle d'Uruguay ont été présentées au Comité du commerce et du développement en novembre 1994 dans le document COM.TD/W/516. D'autres informations détaillées sont présentées dans le document G/SPS/W/11 (9 mai 1995) sur les activités d'assistance technique de la FAO en rapport avec l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires.

Les activités d'assistance technique actuellement menées par la FAO consistent à: i) fournir des avis techniques; ii) organiser des séminaires, des ateliers et des programmes régionaux de formation sur des aspects techniques spécifiques du contrôle des aliments; iii) fournir des informations statistiques; et iv) entreprendre des études sur des questions agricoles d'actualité intéressant les pays en développement. Il est offert des conseils et une assistance techniques touchant la qualité des produits alimentaires et la sécurité alimentaire, la protection des végétaux et le contrôle phytosanitaire, ainsi que des avis généraux sur la production et le commerce des produits agricoles.

Certaines des activités de la FAO intéressent directement la mise en oeuvre des Accords du Cycle d'Uruguay, notamment l'Accord sur l'agriculture, l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

En plus des activités de la FAO, mais en relation avec l'Accord SPS, il est à noter que l'Accord SPS fait aussi explicitement référence à l'Office international des épizooties (OIE). La coopération étroite établie avec l'OIE durant les négociations du Cycle d'Uruguay doit être poursuivie également dans le cadre de la mise en oeuvre de l'Accord SPS. D'autres informations sur l'assistance technique fournie par l'OIE sont présentées dans le document G/SPS/W/8 (19 avril 1995).

Fonds monétaire international (FMI)

Il existe des relations institutionnelles entre le FMI et le GATT/l'OMC depuis l'établissement du GATT. Le lien formel devrait être renforcé par l'article III:5 de l'Accord sur l'OMC, qui dispose ce qui suit: "En vue de rendre plus cohérente l'élaboration des politiques économiques au niveau

mondial, l'OMC coopérera, selon qu'il sera approprié, avec le Fonds monétaire international et avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et ses institutions affiliées."

le Fonds a fourni à ses membres une assistance technique et une formation en matière économique et financière dès sa création ou presque. Les activités d'assistance technique du Fonds, bien que liées, peuvent être réparties en cinq grandes catégories: i) fournir des conseils pour l'élaboration et la mise en oeuvre des mesures de politique générale; ii) contribuer au renforcement des institutions; iii) améliorer la qualité et l'actualité des informations statistiques; iv) former les fonctionnaires; et v) examiner la législation et aider à son élaboration. Cette assistance peut prendre de multiples formes, depuis des consultations annuelles au titre de l'article IV et l'élaboration de programmes de stabilisation et d'ajustement structurel, jusqu'à la mise en place d'un système d'identification des contribuables. Dans la mesure où l'assistance technique est partie intégrante du dialogue entre le FMI et ses membres sur les grandes orientations, son champ d'application pour le Fonds va bien au-delà des tâches spécifiquement mentionnées dans cette rubrique.

Des activités d'assistance technique peuvent être assurées par des fonctionnaires du Fonds envoyés en mission ou par des fonctionnaires du Fonds et des experts extérieurs dans le cadre de missions ponctuelles d'assistance technique en réponse à des demandes ponctuelles des membres, ou encore dans le cadre de stages à l'institut du FMI. De nombreux sujets peuvent être traités, y compris la politique économique, les programmes d'ajustement de la balance des paiements, les politiques fiscales et budgétaires et les politiques en matière de dépenses publiques, les questions juridiques, la gestion de la dette, les problèmes de change et de commerce, les questions concernant le secteur financier, les statistiques comptables et le traitement des données.

Organisation internationale de normalisation (ISO)

L'ISO a pour objectif de favoriser le développement de la normalisation et des activités connexes en vue de faciliter entre les nations les échanges de marchandises et les prestations de services et de promouvoir la coopération dans les domaines intellectuel, scientifique, technique et économique. Le réseau d'information de l'ISO (ISONET) coordonne et systématise les échanges d'informations sur les normes et les documents de type normatif à la fois au niveau international et au niveau national, en reliant les centres d'information de la plupart des membres de l'ISO au Centre d'information ISO/CEI au secrétariat central, de façon à constituer un système d'information cohérent. Il est recommandé dans une décision du Cycle d'Uruguay que le Secrétariat de l'OMC s'entende avec l'ISO pour mettre en place un système d'information en vue de développer la transmission des informations concernant les notifications par les membres de l'ISONET au Centre d'information ISO/CEI à Genève.

Au sein de l'ISO, un Comité spécial pour les questions relatives aux pays en développement (DEVCO) a été établi en 1961 et depuis 1980 l'ISO a appliqué aussi un Programme pour les pays en développement (DEVCO) qui s'est révélé très utile pour les pays membres en développement et les pays en transition. Ce programme comprend les éléments suivants: 1) publication de manuels de développement dans le domaine de la normalisation et les domaines connexes; 2) formation en matière de normalisation et pour les questions connexes au moyen de séminaires régionaux de formation et de bourses de formation dans des organismes nationaux de normalisation établis et préparation aux tâches de secrétariat des comités techniques de l'ISO; 3) parrainage pour la participation aux réunions du Comité de normalisation de l'ISO; 4) assistance et conseils pour la mise en place des normes internationales requises pour les pays en développement; et 5) assistance en matière de documentation et d'information et promotion de la normalisation.

Dans sa Résolution 12/1994, le DEVCO a préconisé une coopération plus étroite entre le Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC et le Comité de l'ISO pour les questions relatives aux pays en développement ainsi qu'entre les secrétariats de ces organisations, pour examiner comment

celles-ci pourraient atteindre leurs objectifs communs en matière d'assistance technique en faveur des pays en développement.

Il semblerait donc que l'ISO puisse jouer un rôle utile en fournissant l'assistance technique requise pour mettre en oeuvre les éléments de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

Centre du commerce international (CCI)

Le Centre du commerce international CNUCED/GATT (CCI) est l'organisme central du système des Nations Unies pour la coopération technique avec les pays en développement dans le domaine de la promotion des échanges commerciaux. Le CCI a été créé par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) en 1964 et depuis 1968 il est géré conjointement par le GATT et par l'ONU, cette dernière agissant par le biais de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). En tant qu'agent d'exécution du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le CCI est directement chargé d'exécuter dans les pays en développement et les pays en transition des projets de promotion des exportations qui sont financés par le PNUD. Au fil des ans, le CCI a coordonné ses activités avec celles du GATT dans les domaines d'intérêt mutuel. En outre, une coopération concrète s'est instaurée dans le cadre des stages de politique commerciale organisés annuellement par le GATT puisque des fonctionnaires du CCI y ont présenté à la fois le programme de coopération technique pour les régions/pays concernés par les différents stages et des programmes techniques spécifiques.

Un volet essentiel de l'action du CCI consiste à conseiller aux gouvernements des stratégies nationales de promotion du commerce extérieur, à les aider à identifier les nouvelles opportunités d'exportations, ainsi qu'à aider les autorités, les organisations de producteurs ou des producteurs individuels à adapter leurs marchandises, leurs services, leurs pratiques et leurs stratégies pour assurer leur promotion et développer leurs ventes sur les marchés mondiaux. Les services spécifiques fournis par le CCI pour soutenir ces efforts de commercialisation des exportations comprennent des avis sur les éléments institutionnels requis pour promouvoir le commerce extérieur, y compris les activités des chambres de commerce nationales et des organisations professionnelles, le conditionnement pour l'exportation, le contrôle de la qualité, le financement des exportations, le calcul des coûts et des prix, l'information commerciale, la publicité et les foires commerciales, la représentation commerciale à l'étranger, les aspects juridiques du commerce extérieur et la commercialisation conjointe pour les petites et moyennes entreprises. Les besoins particuliers des pays les moins avancés en matière de promotion du commerce extérieur sont pris en compte à titre hautement prioritaire.

Récemment, la coopération avec l'OMC sur le plan opérationnel s'est renforcée. Une étude sur les mesures de suivi à prendre par le CCI pour permettre aux pays en développement de tirer pleinement parti de l'Accord du Cycle d'Uruguay a été réalisée en 1994. Le CCI a préparé aussi, avec le Secrétariat du Commonwealth, un guide sur le Cycle d'Uruguay à l'intention des entreprises qui sera soumis pour approbation à l'OMC. Cet ouvrage fera l'objet de séminaires de promotion dans un certain nombre de pays et il sera utilisé comme outil de référence pour toutes les activités de formation. En outre, le CCI a entrepris d'élaborer plusieurs programmes spécifiques visant à aider les pays en développement et les pays en transition à mieux tirer parti des Accords de Marrakech.

Comme cela a été expliqué dans les documents "Programme pour l'avenir" et "Draft Priority Review", les activités futures du CCI dans le domaine de la coopération technique devraient couvrir plusieurs services essentiels, à savoir: i) évaluation des besoins et élaboration des programmes; ii) information commerciale; iii) développement des exportations (produits et marchés); iv) développement des services d'appui au commerce; v) gestion des achats et des approvisionnements au niveau international.

Compte tenu de son mandat, le CCI est bien placé pour mieux sensibiliser les milieux professionnels aux avantages des Accords du Cycle d'Uruguay et, plus spécifiquement, en ce qui concerne les nouveaux résultats en matière d'accès aux marchés, l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, l'Accord sur l'évaluation en douane, l'Accord sur les textiles et les vêtements, l'Accord général sur le commerce des services, l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), l'Accord sur le commerce et l'environnement et la Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

Les activités de coopération technique de la CNUCED découlent de la Résolution 30 IV) du Conseil du commerce et du développement, entérinée par l'Assemblée générale dans sa Résolution 2207 XX) du 17 décembre 1966. Après la deuxième session de la CNUCED en 1968, l'Assemblée générale, dans sa Résolution 2401 XXIII) du 13 décembre 1968, a entériné une recommandation du Conseil du commerce et du développement faisant de la CNUCED un agent de coopération et d'exécution du PNUD.

Le Secrétaire général de la CNUCED a été prié, dans l'Acte final de la septième session de la CNUCED (1987): "d'accorder aux pays en développement, sur leur demande, une assistance technique pour les négociations commerciales multilatérales d'Uruguay, afin de faciliter leur participation effective à ces négociations". Pour faire suite à cette demande, la CNUCED, avec le soutien actif du PNUD, a lancé un programme de coopération technique comprenant trois projets régionaux pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Asie et le Pacifique, ainsi qu'un projet interrégional. Dès 1990, le programme a été complété par un projet sous-régional pour l'Amérique centrale. Le programme visait à créer, développer et renforcer les capacités nationales en matière de négociation des pays en développement au regard du Cycle d'Uruguay, à aider les pays en développement à identifier leurs intérêts commerciaux dans les différents domaines de négociation et à progresser sur ces questions en formulant des propositions et contre-propositions concrètes. Le Comité du commerce et du développement du GATT a été tenu régulièrement informé des activités du programme.

Les grands objectifs de la coopération technique offerte par la CNUCED dans le domaine du commerce international s'articulent autour de l'intégration des pays en développement dans le système commercial international en encourageant l'élaboration des politiques nationales, en renforçant les capacités de négociation et en contribuant au renforcement des institutions et à la mise en valeur des ressources humaines. Les projets spécifiques conçus sont de nature multidisciplinaire en ce sens qu'ils représentent une réponse cohérente à un ensemble complexe de questions interdépendantes touchant le commerce, les services, la technologie et les investissements qui privilégient, entre autres, la dimension du développement. Dans ce contexte, à travers la coopération technique offerte par la CNUCED on s'attache à apporter un soutien direct pour les négociations, à renforcer l'édification des capacités afin de développer les possibilités d'échanges de marchandises et de services, à accélérer le processus d'accession, à analyser l'impact du Cycle d'Uruguay sur les Membres et les non-Membres de l'OMC et à étudier les actions à mener vis-à-vis des nouvelles questions qui se font jour. En appuyant la participation effective des pays au système commercial international, la CNUCED veut les aider à tirer parti, sur le plan économique, du système d'obligations multilatérales de l'OMC.

En 1992, à sa huitième session, la CNUCED a adopté l'Engagement de Carthagène, qui comprend plusieurs décisions et recommandations relatives à l'orientation future des activités de coopération technique de la CNUCED. Il est en particulier demandé à la CNUCED d'"accroître ses activités de coopération technique dans le domaine du commerce en vue de consolider les capacités nationales en matière de commerce et de développement, de favoriser la participation des pays en développement au système commercial international et d'encourager le commerce de ces pays, en tenant

compte des travaux d'autres organisations. Ces activités devraient porter sur les éléments suivants: réforme de la politique commerciale et, sur demande, aide aux pays en développement devant participer au Mécanisme d'examen des politiques commerciales du GATT; négociations commerciales; accès aux marchés et bonne utilisation du SGP; commerce et développement durable; facilitation du commerce et efficacité commerciale; diffusion d'informations commerciales et de logiciels connexes; formation et mise en valeur des ressources humaines dans ces domaines; et évaluation et mise en oeuvre des résultats des Négociations d'Uruguay".

La CNUCED monte aussi des projets dans différentes régions pour apporter une assistance en vue notamment de l'adaptation des législations et réglementations nationales et de la mise en valeur et du renforcement des ressources humaines. Ces projets comportent des éléments qui concernent le commerce des services, le commerce et l'environnement, les politiques de concurrence, ainsi que l'identification et l'analyse des sujets d'intérêt possibles pour les négociations commerciales futures. L'accent est mis, en particulier, sur la coopération avec les institutions d'enseignement supérieur et de recherche dans la région concernée.

Conformément aux dispositions de l'Engagement de Carthagène, le Conseil du commerce et du développement a entrepris, en septembre 1994, un examen des orientations des activités de coopération technique et il a reconnu, entre autres, la nécessité de préciser les relations entre la CNUCED et le GATT/OMC dans le domaine de la coopération technique et d'intensifier la coopération, s'agissant des programmes opérationnels, entre la CNUCED et le Centre du commerce international CNUCED/GATT (CCI).

A travers ses programmes de coopération technique, la CNUCED collabore avec les organisations du système des Nations Unies concernées ainsi qu'avec de nombreuses organisations nationales, régionales et mondiales tant publiques que privées. Les activités, menées au niveau national, régional et interrégional à la demande des pays en développement et des pays en transition, consistent notamment à fournir des services consultatifs, une formation, des informations, des données, des logiciels et du matériel.

L'assistance technique apportée par la CNUCED dans le cadre de son mandat présente bien des points communs avec les activités de l'OMC. Une coopération étroite s'est déjà instaurée de façon systématique, en particulier à travers la participation de fonctionnaires de l'OMC à des séminaires et ateliers, mais aussi grâce à l'échange d'informations sur les données commerciales. Compte tenu des besoins reconnus des pays Membres en développement en matière d'assistance technique pour mettre en oeuvre les Accords du Cycle d'Uruguay et des complémentarités existant entre les activités de coopération technique menées par l'OMC et celles de la CNUCED, d'autres synergies pourraient être obtenues en coordonnant l'élaboration et la mise en oeuvre des stratégies d'assistance technique.

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

Les objectifs de l'ONUDI consistent à encourager et promouvoir l'assistance aux pays en développement pour le développement, l'expansion et la modernisation de leurs industries; à aider ces pays à établir et à exploiter des branches de production afin d'utiliser pleinement les ressources disponibles localement et contribuer à leur autosuffisance; à servir de cadre aux pays en développement et aux pays industrialisés pour leurs contacts, leurs consultations et leurs négociations; et à coordonner toutes les activités du système des Nations Unies en rapport avec le développement industriel.

L'ONUDI envisage dans les mois qui viennent une série d'études afin d'évaluer l'impact des Accords commerciaux du Cycle d'Uruguay sur certains sous-secteurs industriels, en se focalisant aussi sur leurs implications pratiques, au niveau des entreprises, dans certains pays en développement, en particulier ceux dont les secteurs manufacturiers vont être confrontés de façon imminente à la concurrence

internationale. Pour la formulation et la préparation de ces études, l'ONUDI recherchera la coopération des organisations et institutions multilatérales pertinentes, principalement l'OMC, la CNUCED et le CCI. Ces études sont jugées nécessaires et importantes car il est apparu que pour permettre aux pays en développement de tirer convenablement profit des effets positifs du Cycle d'Uruguay, des changements fondamentaux s'imposaient dans la structure de leurs échanges commerciaux. Le nouveau système commercial n'apportera que des avantages aux pays en développement qui pourront améliorer la qualité et la productivité de leurs produits afin de soutenir la concurrence internationale. Cela peut nécessiter une réévaluation et une réorientation radicales des stratégies, des politiques et des programmes industriels dans certains sous-secteurs de l'industrie. A cet égard, les dimensions technologiques de la production manufacturière et les conséquences qui en découlent du point de vue des techniques de production et des normes de qualité doivent aussi être prises en compte.

En coopération avec le gouvernement indien, l'ONUDI organisera un Forum mondial de l'industrie qui se tiendra à New Delhi d'ici la fin de l'année. L'impact de l'industrie sur la libéralisation du commerce mondial suite à la conclusion des Accords du Cycle d'Uruguay est l'une des questions inscrites à l'ordre du jour.

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR)

En tant qu'organe autonome du système des Nations Unies, l'UNITAR a pour mandat d'aider l'Organisation des Nations Unies à atteindre plus efficacement ses grands objectifs, à savoir notamment le maintien de la paix et de la sécurité et la promotion du développement économique et social (Résolution 1934 (XVIII) de l'Assemblée générale du 11 décembre 1963). Ses principales fonctions sont la formation et la recherche. Aux termes des statuts de l'UNITAR, une formation doit être dispensée, à différents niveaux, aux personnes venant en particulier de pays en développement en vue d'une affectation à l'ONU ou dans les institutions spécialisées ou d'une affectation dans leurs administrations nationales en rapport avec les activités de l'Organisation des Nations Unies, des organisations apparentées ou d'autres institutions opérant dans des domaines voisins.

Une collaboration a été établie en particulier avec la Division des affaires juridiques de l'OMC en vue de former les diplomates participant au programme de formation pour la diplomatie multilatérale organisé par l'UNITAR à Genève, ainsi que dans le cadre du programme ONU/UNITAR de bourses de perfectionnement pour l'étude du droit international organisé chaque année à La Haye (Pays-Bas) avec la participation de juristes de pays en développement.

Un stage sur les procédures de règlement des différends commerciaux mis au point en concertation permet d'expliquer la structure institutionnelle de l'OMC et ses règles fondamentales et d'exposer la procédure suivie par les parties contractantes pour régler les différends commerciaux dans le cadre du système de l'OMC, y compris la conciliation et l'arbitrage. Ce stage s'adresse aux diplomates qui, dans leur mission permanente, s'occupent des affaires de l'OMC.

L'UNITAR et le Centre de formation de l'OIT à Turin ont élaboré ensemble un projet de programme de formation concernant l'OMC. Ce projet devrait permettre aux décideurs d'utiliser plus efficacement le nouveau cadre et les nouveaux mécanismes régulateurs du commerce international résultant de la conclusion positive du Cycle d'Uruguay et, par là-même, permettre aux pays concernés de participer potentiellement de façon plus concrète et bénéfique à la coopération commerciale multilatérale.¹

¹L'OMC a accepté de participer à ce programme.

Banque mondiale

La Banque mondiale n'a pas de mandat spécifique en ce qui concerne l'assistance technique en matière de politique commerciale. Elle est chargée, toutefois, de "promouvoir l'harmonieuse expansion, sur une longue période, des échanges internationaux et l'équilibre des balances des paiements". A ce titre, la Banque mondiale peut entreprendre des programmes d'assistance technique s'ils sont demandés par les pays et s'ils répondent aux critères de la Banque pour l'octroi de prêts. La Banque a pour principe de coopérer avec les autres organisations internationales et, conformément à l'Accord sur l'OMC, elle est prête à offrir un soutien financier aux pays qui entreprennent des ajustements à la suite du Cycle d'Uruguay, à condition qu'ils y procèdent en suivant des orientations et en appliquant un programme d'ajustement appropriés.

A un niveau moins formel, il est largement entendu au sein de la Banque que les pays ont besoin d'une assistance pour s'acquitter de leurs obligations au regard du Cycle d'Uruguay et, dans d'autres cas, pour se préparer à accéder à l'OMC. Même si la Banque ne donne pas d'assistance technique spécifiquement et explicitement orientée à cet effet, elle offre des avis en matière de politique commerciale, y compris pour certains aspects touchant l'application de cette politique. La Banque achève aujourd'hui son programme d'expansion du commerce, qui a permis d'offrir des avis de vaste portée, mais assez concrets, en matière de politique commerciale et de régimes de commerce.

Organisation mondiale des douanes (OMD)

L'Organisation mondiale des douanes, établie en 1950 comme le Conseil de coopération douanière, mène un certain nombre d'activités en rapport étroit avec le fonctionnement des Accords de l'OMC. Les principaux objectifs de l'Organisation sont, notamment, d'encourager l'harmonisation et la simplification des procédures douanières; de promouvoir la coopération entre les administrations douanières aux fins de l'application de la législation douanière; de promouvoir l'application la plus large du Système harmonisé pour les tarifs douaniers en fournissant aux membres des avis et une assistance techniques à cet effet; de promouvoir la mise en oeuvre la plus large de l'Accord sur l'évaluation en douane du Cycle d'Uruguay en fournissant des avis et une assistance techniques aux membres aux fins de l'application de cet accord.

La stratégie de l'OMD en matière de formation s'articule autour des principaux éléments suivants:

- Assistance technique et formation: à travers ses directions, l'OMD met au point et exécute des programmes d'assistance technique et de formation pour répondre aux besoins identifiés des membres et contribuer à l'adoption et à la mise en oeuvre des instruments et conventions de l'OMD et de l'OMC. Souvent, il est préparé auparavant des directives, manuels, lois types et mécanismes d'appoint à l'échelle internationale afin d'assurer le succès des programmes de mise en oeuvre. Ces travaux sont fréquemment réalisés en coopération avec d'autres organisations internationales, par exemple entre l'OMD et la Fédération internationale des producteurs de phonogrammes et vidéogrammes pour les droits de propriété intellectuelle. Les domaines couverts par ces programmes sont notamment l'évaluation en douane, le Système harmonisé, les règles d'origine et la propriété intellectuelle.

- Programme de développement de systèmes de formation: pour pouvoir mettre au point des moyens de formation et d'assistance appropriés il est indispensable d'évaluer les besoins effectifs de formation des pays et de concilier ces besoins avec les possibilités de formation offertes par les donateurs. L'OMD profite de sa position pour aider les administrations et les organisations qui offrent des ressources pour la formation à les adapter aux pays et aux domaines où cette formation est la plus nécessaire. Une base de données conçue à cet effet, WIDEBAND, est en cours d'élaboration; elle sera en service en 1996.

En matière d'assistance technique, l'Organisation mondiale du commerce et l'Organisation mondiale des douanes coopèrent pour l'Accord sur l'évaluation en douane et les Décisions pertinentes, l'Accord sur les règles d'origine et l'application du Système harmonisé. L'OMC a participé à des séminaires sur le Système harmonisé et les conférenciers qu'elle y a envoyés ont expliqué aux participants les implications du Système harmonisé et de ses modifications pour les listes de concessions du GATT.

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)

L'OMPI est chargée de promouvoir la protection de la propriété intellectuelle et elle assure l'administration de divers traités internationaux, dont les plus importants sont la Convention de Paris de 1883 pour la protection de la propriété industrielle et la Convention de Berne de 1886 pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques. L'article 3 de la Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (signée à Stockholm le 14 juillet 1967 et modifiée le 2 octobre 1979) énonce les objectifs clés de l'Organisation, à savoir, entre autres, "... promouvoir la protection de la propriété intellectuelle à travers le monde par la coopération des Etats, en collaboration, s'il y a lieu, avec toute autre organisation internationale". Afin d'atteindre ces objectifs, l'Organisation, par ses organes compétents, exécute certaines fonctions clés qui sont décrites à l'article 4, notamment ... "promouvoir l'adoption de mesures destinées à améliorer la protection de la propriété intellectuelle à travers le monde et à mettre en harmonie les législations nationales dans ce domaine" (article 4) et offrir "sa coopération aux Etats qui lui demandent une assistance technico-juridique dans le domaine de la propriété intellectuelle" (article 4 v)).

En outre, l'Assemblée générale de l'OMPI a adopté, à sa réunion de l'automne 1994, une résolution réitérant le désir d'instaurer un soutien mutuel entre l'OMPI et l'OMC. Elle a décidé de créer un groupe de travail ad hoc ouvert à tous les Etats membres de l'OMPI pour étudier les questions pertinentes. Il est également dit dans la résolution (paragraphe 3) que: "L'Assemblée générale de l'OMPI décide que le Bureau international devrait se tenir à la disposition de tout Etat qui demandera expressément des avis et conseils sur la compatibilité de sa législation nationale - en vigueur ou envisagée - dans le domaine de la propriété intellectuelle, non seulement avec les traités administrés par l'OMPI, mais aussi avec d'autres normes et principes internationaux, y compris l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, et que le Bureau international devrait faire des études sur les incidences de cet Accord sur les traités administrés par l'OMPI". L'OMPI est donc particulièrement bien placée pour aider les pays membres en développement à établir un cadre juridique et institutionnel pour mettre en oeuvre des aspects de l'Accord sur les ADPIC.